Décision n° 4336 – Sté Israël Shipyards Ltd et autres c/ Sté SOGENA

Séance du 10 mars 2025

Lecture du 7 avril 2025

La société SOGENA est l'organisatrice du salon Euronaval, consacré à l'industrie navale de défense, qui a lieu en France tous les deux ans. La société de droit israélien Israël Shipyards a réservé auprès d'elle un stand pour l'édition de ce salon se tenant du 4 et le 7 novembre 2024.

A la suite de la décision des autorités françaises, prise lors du conseil de défense et de sécurité nationale présidé par le Président de la République le 1er octobre 2024, d'interdire aux sociétés israéliennes de défense d'exposer des matériels militaires utilisés ou susceptibles d'être utilisés dans le cadre d'opérations militaires à Gaza et au Liban, la société SOGENA a indiqué à la société Israël Shipyards qu'elle ne pourrait disposer d'un stand.

Le 23 octobre 2024, la société Israël Shipyards, l'Association des industriels d'Israël et l'association Chambre de commerce France-Israël ont déposé un référé-suspension à l'encontre de cette mesure auprès du président du tribunal de commerce de Paris. Le 24 octobre 2024, le préfet de la région d'Ile-de-France a adressé à cette juridiction un déclinatoire de compétence fondé sur l'incompétence de la juridiction judiciaire au profit de la juridiction administrative. Par jugement du 30 octobre 2024, assorti de l'exécution provisoire, le président du tribunal de commerce a rejeté le déclinatoire, refusé de surseoir à statuer, et ordonné à la société SOGENA de suspendre la mesure prise. Par arrêté du 12 novembre 2024, reçu le 13 novembre au greffe du tribunal de commerce, le préfet a élevé le conflit devant le Tribunal des conflits.

En premier lieu, après avoir rappelé qu'aux termes de l'article 22 du décret du 27 février 2015, la juridiction qui rejette le déclinatoire de compétence ne peut statuer sur le litige avant l'expiration du délai de quinze jours laissé au préfet pour, s'il l'estime opportun, élever le conflit, le Tribunal, faisant application de sa jurisprudence constante (TC 8 juin 2020, CGT Alstom Grid Villeurbanne, n° 4189, tables sur un autre point ; TC 4 novembre 2019, Prologis c/ Aéroport de Paris, n° 4172, tables sur un autre point ; TC 13 janvier 2020, Martinet c/ Commune du Plateau des petites roches, n° 4177), déclare nul et non avenu le jugement du 30 octobre 2024 pour avoir immédiatement statué.

En second lieu, il est admis de longue date que la procédure de conflit positif peut être actionnée pour empêcher une juridiction judiciaire de se prononcer sur un acte de gouvernement (CE juge des conflits, 18 juin 1852, Héritiers d'Orléans, p. 252 ; TC 30 juin 1877, Villebrun, p. 661 ; TC 2 février 1950, Radiodiffusion française c/ Sté de gérance et de publicité de Radio Andorre, p. 652). La juridiction administrative et la juridiction judiciaire sont l'une et l'autre incompétentes pour connaître d'actes de gouvernement, au nombre desquels figurent les actes non détachables de la conduite des relations internationales de la France (en dernier lieu, TC 6 juillet 2015, Krikorian c/ Premier ministre, n° 3995 ; TC 11 mars 2019, Mme Rollet épouse Dimitri c/ Agent judiciaire de l'Etat, 4153, T. p. 633).

En l'espèce, retenant que la décision prise par les autorités françaises lors du conseil de défense et de sécurité nationale du 1^{er} octobre 2024, dont la société SOGENA s'est bornée à tirer les conséquences, n'est pas détachable de la conduite des relations internationales de la France, le Tribunal en déduit l'incompétence des deux ordres de juridictions, administratif et judiciaire.